NATIONS UNIES

E

Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/2003/NGO/56
28 février 2003

ANGLAIS, ESPAGNOL ET FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-neuvième session
Point 12 et 13 de l'ordre du jour provisoire

INTÉGRATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES ET DE L'APPROCHE SEXOSPÉCIFIQUE

DROITS DE L'ENFANT

Exposé écrit* par MADRE, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[30 janvier 2003]

- Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue (s), sans avoir été revu par les services d'édition.

GE.03-11407

MADRE, Inc. est une organisation internationale des droits des femmes qui travaille en partenariat avec des organisations communautaires de femmes dans les secteurs de conflit dans le monde entier pour adresser les questions de développement durable, l'amélioration de la communauté et de la santé de la femme; la violence et la guerre; la discrimination et le racisme; l'autodétermination et les droits collectifs; le développement des femmes dans le leadership; et l'éducation des droits humains.

"… Il y aura une grande tranche de la population exigeant le traitement pour des blessures traumatisantes … bien 500,000 pourraient exiger le traitement à un degré plus ou moins grand résultant des blessures directes ou indirectes" (Paragraphe 23, Rapport de l'ONU, 10 Décembre 2002).

Le rapport cité ci-dessus, publié par des planificateurs des Nations Unies en prévision d'un coup militaire contre l'Irak mené par les Etats-Unis décrit quelques unes des conséquences désastreuses humanitaires d'une campagne de bombes. Alors que la plus grande partie de l'attention mondiale est concentrée sur les dimensions diplomatiques et politiques de la crise actuelle, MADRE, une organisation internationale des droits des femmes, demande aux délégués honorables de considérer l'impact de la guerre sur les femmes ordinaires et sur les familles en Irak. En particulier nous demandons, pour cela, que, conformément aux Points Douze et Treize de l'Ordre du Jour Provisoire de la Cinquante-neuvième Session de la Commission des Nations Unies des Droits de l'Homme, la Commission considère l'impact de guerre sur les droits humains des femmes (Points 12) et sur les droits de l'enfant (Points 13).

Violations des Droites Sociales et Économiques:"Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires" (Article 25, Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948).

L'administration de Bush a des plans pour bombarder Bagdad, une ville de cinq millions d'habitants. Cela causerait une catastrophe humanitaire équivalente à un bombardement lourd aérien dans les villes de Santiago, Chili; Los Angeles, Californie; ou Sydney, en Australie. Un rapport publié le 12 novembre 2002 par l'organisation globale de la santé Medact estimait qu'au moins 50,000 civils seraient probablement tués par une attaque menée par les Etats-Unis.[1]. Bien d'autres civils mourront probablement des effets à long terme d'un bombardement, tels que les dégâts environnementaux et la destruction des vivres, l'agriculture et l'infrastructure critique, comme les usines pharmaceutiques et les hôpitaux.

L'Irak a déjà été sujet à 12 ans de sanctions des Nations Unies, ce qui a rendu la population encore plus vulnérable qu'elle ne l'était déjà au début de la Guerre du Golfe en 1991. Selon l'UNICEF et l'Organisation Mondiale de la Santé, les sanctions ont donné la mort à plus d'un million de personnes jusqu'à présent.[2] Presque 60

---

[1] "Dommages Collatéraux: Les Coûts d'une Guerre en Irak sur la Santé et l'Economie " http://www.medact.org, Novembre 2002.

[2] En rapportant sur le bombardement de l'Irak de 1991 par les Etats-Unis, le "Washington Post" a écrit, "la pire souffrance civile, des officiers supérieurs disent, est venue non pas des bombes qui

pourcent des morts sont des enfants de moins de sept ans, dont la plupart sont morts de famine et de maladies préventives.

Le tueur numéro un d'enfants irakiens est la déshydratation due à la diarrhée causée par les maladies transportées par les eaux, en hausse depuis que les Etats-Unis ont bombardé les réseaux d'électricité qui alimentaient les usines de traitement d'eau en Irak. Les sanctions ont empêché l'Irak d'importer les pièces de rechange ou les produits chimiques nécessaires pour traiter l'eau. [3]

Un bombardement renouvelé constitue une menace supplémentaire à l'alimentation en eau de l'Irak. Les planificateurs des Nations Unies estiment que 39 pourcent de la population devront être fournis avec de l'eau potable en cas d'attaques aériennes sur les réseaux d'électricité [paragraphe 28] (10 Décembre 2002 Rapport de l'ONU). En rentrant de Bagdad en janvier 2003, l'ancien Coordinateur Humanitaire des Nations Unies pour l'Irak, Denis Halliday, a annoncé que, "les gens qui peuvent se le permettre amassent de l'eau en bouteille. Le gouvernement est en train de forer des puits d'eau. Je ne peux trouver aucune disposition préventive pour les soins des petits enfants après l'écroulement attendu d'électricité, l'eau et le traitement de vidanges comme cela est arrivé en 1991."[4] En effet, le choléra, la typhoïde et les niveaux épidémiques de malaria - des maladies non vues en Irak pendant des décennies - ont réapparu depuis les bombardements de 1991. Aujourd'hui, tout le secteur de santé publique de l'Irak s'approche de l'écroulement dû à un manque de médicaments de base et de provisions.

Dans leur rapport du 10 décembre 2002, les planificateurs des Nations Unies ont estimé que, "le statut alimentaire d'environ 3.03 millions de personnes dans tout le pays sera sinistre … Cela consiste en un 2.03 millions d'enfants de moins de cinq ans sévèrement et modérément sous-alimentés et un million de femmes enceintes et qui allaitent" [paragraphe 27]. Les conséquences des sanctions font que plus de 60 pourcent de la population irakienne dépend de l'arrivée d'un panier d'alimentation mensuel du gouvernement. Les fonctionnaires d'aide avertissent que la distribution de rations alimentaires sera certainement perturbée par une campagne de bombardement.

Les Irakiens craignent que les Etats-Unis bombardent les équipements d'alimentation comme ils ont fait en Irak en 1991 et en Afghanistan en 2001. Le coordinateur d'UNICEF du Programme en Irak a déclaré que, "l'Irak est déjà dans la crise. La capacité de résistance aux manques est très légère. Les enfants sous-alimentés et les femmes enceintes ont souffert le plus [sous les sanctions économiques imposées par les Nations Unies] et ceux-là sont ceux qui souffriront le plus pendant la guerre, c'est clair."[5]

---

s'étaient égarées, mais des armes de précision guidées qui frappent exactement ce qu'elles visaient - aux les plantes électriques, les raffineries pétrolières et les réseaux de transport," "la Guerre Aérienne des Alliés Frappe Largement en Irak; les Officiers Reconnaissent que la Stratégie est allée au-delà des Cibles Purement Militaires," le "Washington Post", 23 Juin 1991.

[3] Un document de 1991 du Service d'Intelligence de la Défense Américaine a observé que la souffrance massive des civils était un résultat connu de la politique américaine. En prévoyant l'impact combiné des bombardements et des sanctions, le rapport indique, "les Incidences de maladie, y compris les épidémies possibles, deviendront probables …". "Vulnérabilités de Traitement de l'Eau en Irak," 22 Janvier 1991.

[4] *Institut for Public Accuracy* (N.d.t. Institut pour l'Exactitude Publique), 7 Janvier 2003.

[5] *San Francisco Chronicle*, 8 Janvier, 2003.

La Catastrophe de l'Uranium Appauvri sur la Santé Publique
Il est estimé qu'entre 300 et 800 tonnes d'uranium appauvri (un produit superflu résultant du processus d'enrichissement d'uranium pour des bombes) ont été déversées sur l'Irak en 1991, la plupart dans la région du sud de Basra. Le nominé au Prix Nobel de la Paix, Dr. Hélène Caldicott, a annoncé récemment que, "les pédiatres dans la ville irakienne de Basra annoncent une augmentation de six à 12 fois les 'incidences de leucémie et le cancer sur les enfants. Et c'est à cause des sanctions imposées à l'Irak par les Etats-Unis et les Nations Unies, qu'ils n'ont aucun accès aux antibiotiques, aux médicaments chimio thérapeutiques ou encore aux machines efficaces de radiation pour traiter leurs patients. L'incidence des malformations congénitales a doublé dans les populations exposées en Irak où ces armes ont été employées. Parmi eux se trouvent des bébés qui sont nés avec seulement un oeil et avec une encéphalite- l'absence d'un cerveau.'[6]

La Guerre aux Civils, La Guerre aux Femmes et aux Enfants
En tant qu'organisation internationale leader sur les droits des femmes, travaillant pour défendre et promouvoir les droits des femmes dans des zones de conflit dans le monde entier, MADRE a longtemps été consciente de la différence et de l'impact souvent disproportionné qu'a le conflit armé sur les femmes et les filles. Conformément à leur rôle universellement assigné en tant que tutrices, les femmes sont principalement responsables de ceux qui sont rendus le plus vulnérable par la guerre - les enfants, les personnes malades et les personnes âgées - et pour le maintien des familles et des ménages. Quand les bombes détruisent des maisons, des hôpitaux, des écoles et des marchés d'alimentation, les besoins de base des personnes ne disparaissent pas. En fait, ils s'intensifient et il est laissé aux femmes le rôle de trouver les besoins énormes qui découlent de la nette hausse du traumatisme, de l'incapacité, de la maladie et des sans-abri qui sont tous les résultats bien connus de la guerre.

Les bombardements et les sanctions menés par les Etats-Unis ont déjà causé de grandes difficultés pour les femmes irakiennes, qui doivent intensifier leur travail traînant l'eau, traitant l'alimentation et fournissant des services médicaux, la garderie et beaucoup d'autres services autrefois fournis par l'état. De plus, la discrimination sexospecifique signifie que, quand les ressources telles que l'emploi, le traitement médical et l'alimentation sont faites rares, les besoins des filles et des femmes seront sacrifiés en premier.

L'action significative de la part de la Commission est impérative pour protéger les droits humains des civils irakiens mis en danger par une attaque militaire contre leur pays. MADRE appelle à la Commission pour:

- Soutenir les lois internationales énumérées dans l'Annexe A qui protège les droits des civils irakiens et tient pour responsable tous les pays, y compris les Etats-Unis, en violant telles lois.
- Exiger les Etats Membres de l'ONU de fournir les ressources financières adéquates pour protéger les vies et les droits humains des civils irakiens.
- Revoir et réviser les sanctions économiques menées par les Nations Unies contre l'Irak, en considérant l'impact humanitaire de ces sanctions, telles que décrites ci-dessus et par l'Organisation Mondiale de la Santé.

---

[6] *Baltimore Sun*, 6 Octobre, 2002

Annexe A

Instruments internationaux violés par les sanctions économiques menées par les Nations Unies contre l'Irak et par l'utilisation de la force militaire contre une population civile:

Protocole I Additionnel aux Conventions de Genève (1977)

1. Il est interdit d'utiliser contre les civils la famine comme méthode de guerre.
2. Il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que des denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation, en vue d'en priver, à raison de leur valeur de subsistance, la population civile ou la Partie adverse, quel que soit le motif dont on s'inspire, que ce soit pour affamer des personnes civiles, provoquer leur déplacement ou pour toute autre raison.

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948)

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

Article 14, Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF), 1979

Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans les zones rurales afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, leur participation au développement rural et à ses avantages et, en particulier, ils leur assurent le droit:

(h) De bénéficier de conditions de vie convenables, notamment en ce qui concerne le logement, l'assainissement, l'approvisionnement en électricité et en eau, les transports et les communications.

Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé (1946)

Jouir du plus haut standard de santé est l'un des droits fondamentaux de tout être humain sans distinction de race, de religion, de croyance politique, de condition économique, ou sociale.

Conférence Internationale sur l'Alimentation, Déclaration Mondiale sur l'Alimentation, FAO/OMS (1992)

Nous reconnaissons que l'accès à l'alimentation adéquate et sûre est un droit de chaque individu. Nous affirmons... que cette nourriture ne doit pas être utilisée comme un outil pour faire pression politique.

Annexe B

Un échantillon de centaines d’articles que l'on interdit à l'Irak d'importer sous le régime de sanctions :

Ambulances
Batteries
Vêtements d'enfant
Ordinateurs et accessoires pour ordinateur
Cordes électriques
Lunettes
Films
Prothèse Auditive
Microscopes
Plastiques
Bouteilles
Savon
Papier de toilette
Ventilateurs
Pompes à eau
Brosses à dents
Thermomètres
Éponges